

## La Banque Scotia inscrit un bénéfice record au deuxième trimestre

### Chiffres clés du deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent :

- Bénéfice par action (dilué) de 1,03 \$, une hausse de 16 % par rapport à 0,89 \$
- Bénéfice net de 1,04 milliard de dollars, en hausse de 16 % par rapport à 894 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 23,4 %, en hausse par rapport à 23,2 %
- Ratio de productivité de 53,8 %, une amélioration par rapport à 55,3 %

Le dividende trimestriel est passé à 45 cents par action ordinaire, en hausse de 3 cents.

# T2

# 2007

**Toronto, le 29 mai 2007** – Aujourd'hui, la Banque Scotia a annoncé avoir dégagé, pour un deuxième trimestre de suite en 2007, un bénéfice record. Se chiffrant à 1 039 millions de dollars, le bénéfice net de la Banque est de 16 % supérieur à celui de la même période de l'exercice précédent et, par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 19 millions de dollars ou 2 %.

Le bénéfice par action (dilué) s'est accru de 16 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, passant de 0,89 \$ à 1,03 \$, alors que le rendement des capitaux propres est demeuré solide à 23,4 %.

« Notre stratégie de diversification entre nos secteurs d'activité et nos secteurs géographiques continue de donner de bons résultats », a déclaré M. Rick Waugh, président et chef de la direction de la Banque Scotia. « Le Réseau canadien, Scotia Capitaux et les Opérations internationales ont tous trois enregistré une forte progression de leurs actifs, ce qui s'est traduit par l'augmentation du revenu d'intérêts net. En outre, les apports positifs découlant des récentes acquisitions et le faible taux de pertes sur créances ont profité aux résultats du trimestre à l'étude.

« Le Réseau canadien a connu une forte augmentation soutenue de plusieurs catégories de prêts, plus particulièrement des prêts hypothécaires, grâce à la fois à une croissance interne et à l'acquisition de Maple Trust en 2006, ainsi que des marges de crédit accordées aux particuliers. Cette augmentation s'ajoute à un apport notable des services de gestion du patrimoine. La Banque a accru sa part de marché à l'égard des prêts hypothécaires, des dépôts à terme des particuliers, des fonds communs de placement ainsi que des dépôts des entreprises.

« Grâce à une hausse des activités pour le compte des clients, Scotia Capitaux a pour sa part enregistré des résultats records, auxquels ont contribué la majorité de ses activités. Ce secteur d'activité a bénéficié d'un environnement de crédit clément, de nouveaux recouvrements de prêts et de nouvelles reprises sur la provision pour prêts et a réalisé des recouvrements d'intérêts plus importants que ceux de la même période de l'exercice précédent.

« La croissance interne, jumelée aux acquisitions réalisées, a permis aux Opérations internationales d'afficher de solides résultats par rapport à l'exercice précédent. Nous continuons à constater une hausse des actifs dans tous les secteurs géographiques, les Antilles tirant profit des campagnes régionales de promotion des prêts hypothécaires lancées au cours de trimestres précédents. Nous investissons par ailleurs dans des occasions de croissance futures. Pour ce faire, nous élargissons notre réseau de succursales et nous lançons des projets de commercialisation en vue d'attirer et de fidéliser notre clientèle.

« Nous continuons à gérer notre capital avec prudence en maintenant de solides coefficients de capital dans le but de soutenir nos projets d'expansion de longue haleine.

« Encore une fois, le présent trimestre nous a permis de générer une valeur à nos actionnaires, et nous sommes heureux d'annoncer que le dividende trimestriel versé à ces derniers a été majoré de 3 cents pour s'établir à 45 cents par action ordinaire. Compte tenu de nos résultats semestriels, nous pouvons affirmer être en bonne voie d'atteindre nos principaux objectifs de rendement de 2007. »

### Résultats cumulatifs par rapport aux principaux objectifs financiers et d'exploitation de 2007 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)<sup>1)</sup> se situant entre 20 % et 23 %. Pour le semestre, la Banque Scotia a affiché un RCP de 23,3 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. La croissance d'un exercice sur l'autre du bénéfice par action a été de 18 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité<sup>1)</sup> inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 53,7 % pour le semestre.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 10,1 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide selon les normes canadiennes et internationales.

<sup>1)</sup> Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(non vérifié)</i>					
<b>Résultats d'exploitation</b> <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net	1 794	1 776	1 531	3 570	3 040
Revenu d'intérêts net (BMEF <sup>1)</sup> )	1 903	1 881	1 644	3 784	3 249
Revenu total	3 102	3 109	2 717	6 211	5 451
Revenu total (BMEF <sup>1)</sup> )	3 211	3 214	2 830	6 425	5 660
Dotations à la provision pour pertes sur créances	20	63	35	83	110
Frais autres que d'intérêts	1 726	1 724	1 565	3 450	3 127
Charge d'impôts	286	277	200	563	425
Charge d'impôts (BMEF <sup>1)</sup> )	395	382	313	777	634
Bénéfice net	1 039	1 020	894	2 059	1 746
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	1 028	1 012	887	2 040	1 731
<b>Rendement de l'exploitation</b>					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	1,04	1,02	0,90	2,06	1,75
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	1,03	1,01	0,89	2,04	1,73
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i> <sup>1)</sup>	23,4	23,0	23,2	23,3	22,4 <sup>3)</sup>
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	53,8	53,6	55,3	53,7	55,2
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	1,93	1,91	1,97	1,92	1,97
<b>Données du bilan</b> <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et titres	131 296	126 899	113 842		
Prêts et acceptations <sup>2)</sup>	226 310	222 690	192 237		
Total de l'actif	411 710	396 470	356 979		
Dépôts	291 603	277 019	247 648		
Actions privilégiées	1 290	945	600		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	18 705	18 850	15 789 <sup>3)</sup>		
Actifs sous administration	208 426	203 067	188 508		
Actifs sous gestion	30 448	29 158	26 936		
<b>Mesures du capital</b>					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,1	10,4	10,2		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,4	11,7	11,9		
Coefficient de l'actif corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque <sup>1)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	8,0	8,4	8,5 <sup>3)</sup>		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	213 078	206 843	180 112		
<b>Qualité du crédit</b>					
Montant net des prêts douteux <sup>4)</sup> <i>(en millions de dollars)</i>	579	579	579		
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 298	1 323	1 330		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations <sup>2) 4)</sup>	0,26	0,26	0,30		
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisée) <sup>2)</sup>	0,08	0,12	0,08	0,10	0,12
<b>Données sur les actions ordinaires</b>					
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>					
Haut	54,73	53,39	48,67	54,73	49,80
Bas	49,34	48,80	45,03	48,80	42,89
Clôture	53,39	50,76	46,52		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	992	991	988	992	989
Moyenne (diluée)	1 001	1 001	1 001	1 001	1 002
Fin de la période	990	993	988		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,42	0,42	0,36	0,84	0,72
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,2	3,3	3,1	3,2	3,1
Ratio de distribution <sup>5)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	40,6	41,2	40,1	40,9	41,1
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	52 840	50 397	45 950		
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	18,90	18,99	15,98 <sup>3)</sup>		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,8	2,7	2,9		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,7	13,5	13,9		
<b>Autres données</b>					
Employés	54 908	53 937	51 503		
Succursales et bureaux	2 242	2 225	2 132		

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été retraités, le cas échéant, pour correspondre à la présentation de la période en cours.

3) Les données du bilan et les coefficients connexes ont été retraités, s'il y a lieu, pour tenir compte de la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires paraissant à la page 25.

4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du bénéfice net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

## Stratégies de réussite

Les résultats du deuxième trimestre de la Banque Scotia traduisent les progrès que nous avons faits dans l'atteinte de nos objectifs pour l'exercice 2007 et après et de notre principal but, soit d'être la meilleure société canadienne de services financiers à l'échelle internationale. Nous continuons d'adopter une approche équilibrée pour la gestion de nos activités, en nous efforçant de mettre en œuvre des stratégies qui répondent aux besoins de l'ensemble de nos intéressés et en nous concentrant sur trois grandes priorités : la croissance durable des revenus, la gestion efficace de notre capital et le leadership.

La croissance durable de nos revenus est attribuable tant aux projets de croissance à l'interne qu'aux acquisitions réalisés dans l'ensemble de nos trois secteurs d'activité. Ce trimestre, nous avons annoncé diverses acquisitions à l'échelle internationale, dont un placement de 10 % dans First BanCorp, située à Porto Rico, et une participation de 24,99 % dans Thanachart Bank, la huitième plus grande banque de Thaïlande et la principale société de prêts automobiles dans ce pays. Nous avons également signé une entente de coopération stratégique en vue d'étudier la possibilité d'une participation minoritaire dans Bank of Dalian, la septième plus importante banque commerciale de Chine.

En outre, nous avons annoncé l'élargissement de notre présence en Malaisie, avec l'ouverture de quatre succursales offrant une gamme complète de services bancaires commerciaux; nous avons ouvert un bureau de représentation à Istanbul, en Turquie, afin de faciliter l'essor de nos activités de financement du commerce international et de prêt consortial ainsi que l'accroissement des opérations avec les banques correspondantes dans cette région du monde; nous avons lancé le Groupe Gestion privée Scotia aux Bahamas, ce qui constitue la première étape de l'expansion prévue de notre plateforme de services de gestion du patrimoine aux Antilles ainsi qu'en Amérique centrale et en Amérique latine.

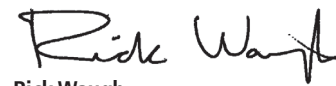
Au Canada, nous avons mené à terme notre acquisition de Travelers Leasing Corporation, une importante société canadienne de financement automobile. Nous avons continué de développer et d'améliorer les services de gestion du patrimoine que nous offrons par le biais des fonds communs de placement Scotia. Nous avons aussi consolidé notre équipe affectée à la gestion du patrimoine en embauchant plusieurs experts reconnus pour combler des postes de direction clés. Leur mandat est d'accélérer significativement la croissance des activités de la Banque dans le domaine de la gestion d'actifs.

Scotia Capitaux a pris part à de nombreuses transactions d'importance, dont l'émission par Morgan Stanley d'obligations Maple d'une valeur de 2,5 milliards de dollars, la plus importante opération engageant des obligations Maple jamais effectuée et la plus importante opération sur des obligations de sociétés de l'histoire du Canada. L'excellence des équipes affectées aux services de change et aux produits dérivés a par ailleurs été reconnue au cours du trimestre.

Nous sommes également fiers d'annoncer que le magazine *Training* a une fois de plus classé la Banque Scotia parmi les meilleures sociétés au chapitre de la formation. Fournir à nos employés la formation appropriée et des possibilités d'avancement est un élément essentiel de notre engagement envers eux.

À l'aube du deuxième semestre de l'exercice 2007, année qui marque notre 175<sup>e</sup> anniversaire, nous sommes convaincus que nos efforts continueront à porter fruits et que nous continuerons de réaliser les résultats solides qui nous permettront d'atteindre nos objectifs équilibrés.

Le président et chef de la direction,



Rick Waugh

## Objectifs 2007 – Notre tableau de bord équilibré

### Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice par action dilué
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

### Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

### Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

### Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Amélioration de la diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

### Réseau canadien

- Nous avons continué à déployer des efforts en vue de consolider notre position de chef de file canadien au chapitre de l'excellence des services offerts en succursale selon les résultats d'une étude indépendante. Au deuxième trimestre toujours, le taux de satisfaction à l'égard du service à la clientèle de la Banque Scotia mesuré à l'aide de notre sondage interne sur le service à la clientèle, dont les réponses de plus de 100 000 clients ont été compilées à l'extérieur, a augmenté d'un autre point de pourcentage par rapport au taux de satisfaction record obtenu à la fin de 2006.
- Nous avons mené à terme notre acquisition de Travelers Leasing Corporation (« TLC »), important fournisseur de solutions novatrices en matière de financement automobile de détail. Grâce à l'acquisition de TLC, la Banque Scotia aura accès à de nouvelles affaires dans le domaine du crédit de détail, activité à marge élevée, et elle pourra asseoir sa position de chef de file dans le marché du financement automobile.
- En ce qui concerne les fonds communs de placement, nos résultats continuent de s'améliorer :
  - Les ventes nettes ont fortement progressé, s'établissant à 1,5 milliard de dollars depuis le début de l'exercice par opposition à des rachats nets à la même période l'an dernier. Les actifs sous administration se sont accrus de 7 % au cours du trimestre, alors que notre part de marché a progressé de sept points de base.
  - Le rendement des fonds communs de placement a lui aussi continué à progresser, les rendements sur un an au 31 mars de 75 % des actifs des fonds s'établissant dans les premier ou deuxième quartiles, ce qui nous place presque à égalité avec deux autres banques à la tête de ce palmarès. Les rendements sur trois ans établis selon les mêmes calculs ont eux aussi été bons, alors que 72 % des actifs des fonds se sont classés dans les deux premiers quartiles.
  - Pour faire progresser encore plus vite nos activités liées aux fonds communs de placement, nous avons récemment embauché trois cadres de direction issus du milieu. Hautement compétents et très respectés, ils viendront prêter main forte à notre équipe de spécialistes en placements. Nous avons également embauché 39 formateurs, Vente de produits de placement, afin de constituer une équipe dont le mandat est d'améliorer la capacité de nos succursales à déterminer les besoins en placements des clients et à les convaincre de faire appel à nos services.

### Opérations internationales

- La Banque Scotia a conclu un accord en vue d'acquiescer tout près de 25 % de Thanachart Bank, la huitième banque en importance de Thaïlande et le meneur dans le domaine des prêts automobiles, en contrepartie d'environ 240 millions de dollars. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, l'opération devrait se conclure au troisième trimestre.
- La revue *Global Magazine* a récemment attribué à notre banque costaricaine, la Banco Interfin, le titre de meilleure banque au Costa Rica.
- Dans le but de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises jamaïcaines à des facilités de crédit, la Banque Scotia et MasterCard Worldwide ont conjointement lancé les cartes de crédit *Scotiabank MasterCard Business Card* et *Scotiabank/AAAdvantage Business Executive MasterCard*.

### Scotia Capitaux

- Pour la cinquième année d'affilée, un sondage mené par un tiers indépendant a attribué le premier rang au Canada à l'équipe des produits dérivés pour la clientèle des grandes entreprises de la Banque Scotia. Dans le cadre du même sondage, notre équipe des services de change s'est également classée première à l'égard de nombreux indicateurs clés, y compris la présence sur le marché, la gestion des relations et la couverture du marché.
- La revue *Latin Finance* a décerné à Scotia Capital Mexico une mention pour avoir mené la meilleure opération engageant des capitaux propres sur le territoire latino-américain en 2006. Nous avons agi à titre de cochef de file et de teneur de livres conjoint pour une opération audacieuse d'acquisition visant l'achat par financement, au coût de 990 millions de pesos mexicains, de Controladora Milano S.A. de C.V. par une société de placement d'actions de sociétés fermées réputée.
- Dans le domaine des fusions et acquisitions, Scotia Capitaux agit à titre de conseiller financier pour le compte d'Empire Company dans le cadre du projet de privatisation de Sobeys Inc. chiffré à 1 milliard de dollars, et Scotia Waterous agit à titre de conseiller financier pour le compte de Statoil ASA dans le cadre de son acquisition de North American Oil Sands Corporation au coût de 2,2 milliards de dollars.
- Scotia Capitaux a agit à titre de cochef de file relativement à l'émission de 2,5 milliards de dollars d'obligations Maple par Morgan Stanley, soit la plus importante émission d'obligations Maple jamais effectuée ainsi que la plus importante transaction visant des obligations de sociétés au Canada.

### Faits saillants concernant le personnel

- Pour la quatrième fois en autant d'années, le magazine *Training* a classé la Banque Scotia parmi les meilleures sociétés dans le monde pour ses programmes de formation. Depuis trois ans, la Banque améliore chaque année sa position au classement. Elle surpasse ainsi toutes les autres institutions financières canadiennes.
- Grupo Scotiabank s'est classé, pour la quatrième année de suite parmi les 100 meilleurs employeurs au Mexique selon le classement annuel réalisé par The Great Place to Work Institute. La Banque Scotia s'est classée première au sein des institutions financières mexicaines et troisième parmi les sociétés comptant plus de 2 500 employés.

### Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a organisé, le 9 février dernier à Toronto, le petit-déjeuner annuel au profit du centre de soins extra-hospitaliers Sheena's Place, source de soutien et d'espoir pour les personnes touchées par un trouble de l'alimentation et les problèmes connexes. Au cours des six dernières années, plus de 1 million de dollars ont été amassés au profit du centre. Cette année seulement, le petit-déjeuner a permis de recueillir plus de 200 000 \$.
- Les employés de la Banque Scotia ont été des bénévoles actifs à l'occasion du championnat mondial de cricket 2007 du International Cricket Council, le *2007 Cricket World Cup West Indies*, qui s'est déroulé pendant sept semaines sur diverses îles antillaises. La Banque Scotia était le commanditaire régional officiel de cet événement d'envergure, poursuivant ainsi son appui de longue date à cette activité sportive dans cette région du monde. Nous demeurons la banque officielle du West Indies Cricket Board et le commanditaire exclusif de Scotiabank Kiddy Cricket, un organisme qui a permis d'initier au cricket plus de 20 000 enfants répartis dans 14 pays antillais depuis l'an 2000.

**Déclarations prospectives** Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et de toute autre loi canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et d'autres expressions similaires, ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exacritude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les hypothèses et les estimations comptables d'importance critique; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la section du rapport de gestion débutant à la page 53 du Rapport annuel 2006 de la Banque.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer son rendement, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se retrouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 17. Leur définition est donnée ci-dessous :

### Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (« BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres comptabilisés dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque Scotia. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'élève à 109 millions de dollars, contre 113 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 105 millions de dollars au trimestre précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, le montant de la majoration au titre de la BMEF s'élève à 214 millions de dollars, contre 209 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés du montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans la catégorie « Autres ».

### Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio indique, en pourcentage, les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

### Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio indique le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage de la moyenne de l'actif total.

### Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables traitant des instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés dans une nouvelle composante des capitaux propres. Ces éléments n'ont aucune incidence sur le bénéfice déclaré pour la période. Par conséquent, la Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à partir de l'actif moyen des porteurs d'actions ordinaires, en excluant :

- les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, et
- les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

### Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de communication interne de l'information, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le montant réparti est communément appelé capital économique.

Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total de ses capitaux propres est constaté dans la catégorie « Autres ».

### Coefficient de l'actif corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient de l'actif corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences d'évaluation du crédit et les investisseurs. L'actif corporel des porteurs d'actions ordinaires représente la somme du total des capitaux propres et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'actif corporel des porteurs d'actions ordinaires est présenté en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

Le 29 mai 2007

## Résultats financiers et situation financière du Groupe

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque Scotia a maintenu le dynamisme avec lequel elle avait entamé l'exercice 2007, ce qui lui a permis d'enregistrer un bénéfice net sans précédent de 2 059 millions de dollars pour le semestre, en hausse de 313 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice de la Banque a continué de tirer profit d'une croissance soutenue des actifs et de l'augmentation du revenu d'intérêts net en découlant, des niveaux peu élevés de dotations à la provision pour pertes sur créances ainsi que de la contribution des acquisitions réalisées en 2006.

Le bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 1 039 millions de dollars, en hausse de 145 millions de dollars, soit 16 %, par rapport à celui de la période comparable de l'exercice précédent, hausse essentiellement attribuable à l'augmentation du revenu d'intérêts net, qui a tiré profit des recouvrements d'intérêts plus élevés au cours du trimestre à l'étude. Le bénéfice net du trimestre a progressé de 19 millions de dollars, ou de 2 %, comparativement à celui du trimestre précédent, en raison surtout du niveau plus bas des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'explique en partie par la hausse des recouvrements, contrebalancée partiellement par des gains moins élevés réalisés sur les titres.

### Total des revenus

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 211 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 381 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le revenu d'intérêts net a enregistré une forte croissance, les revenus tirés des opérations pour le compte des clients ont également connu un accroissement général et les acquisitions réalisées récemment ont contribué aux revenus. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une baisse des gains réalisés sur les titres.

Le total des revenus a été stable par rapport à celui du trimestre précédent, étant donné que la hausse du revenu d'intérêts net, découlant d'une croissance de l'actif, et celle des revenus provenant des opérations ont généralement compensé l'incidence des trois jours de moins que compte ce trimestre et la baisse des gains réalisés sur les titres au cours de la période à l'étude.

Pour le semestre, le total des revenus, qui s'est établi à 6 425 millions de dollars, a été de 765 millions de dollars, ou de 14 %, plus élevé que celui de la période comparable de l'exercice précédent.

### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net du trimestre (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 903 millions de dollars, soit un accroissement de 259 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique en partie par les acquisitions réalisées récemment au Pérou et au Costa Rica, par une hausse des recouvrements d'intérêts aux États-Unis ainsi que par une croissance soutenue des actifs liés à des prêts aux

particuliers. Au Canada, la croissance des prêts aux particuliers est essentiellement attribuable aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux lignes de crédit personnelles. Ailleurs dans le monde, les prêts aux particuliers ont progressé au Mexique et dans les Antilles, cette dernière région ayant profité de campagnes de promotion des prêts hypothécaires au cours de trimestres antérieurs.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 1 % par rapport au premier trimestre. La contribution positive provenant de l'augmentation du volume des prêts et de la hausse des recouvrements d'intérêts a été annulée en majeure partie par l'incidence de la durée plus courte du deuxième trimestre et des gains moins élevés réalisés sur les instruments dérivés utilisés pour la gestion de l'actif et du passif.

Pour le semestre, le revenu d'intérêts net s'est accru de 3 784 millions de dollars, en hausse de 535 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à la période comparable de l'exercice précédent, hausse attribuable à la croissance interne des actifs et à la contribution des acquisitions réalisées récemment.

Alors que la marge nette sur intérêts de la Banque, qui s'établit à 1,93 % au deuxième trimestre, est inférieure à celle du trimestre comparable de l'exercice précédent qui était de 1,97 %, elle est supérieure à celle du premier trimestre, qui s'établissait à 1,91 %. Le recul de la marge, par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, découle du rétrécissement des écarts dans les Antilles et en Amérique centrale, ainsi que de coûts plus élevés liés au financement de gros. La marge du trimestre à l'étude correspond à celle du trimestre précédent et reflète, en partie, l'augmentation des recouvrements d'intérêts.

### Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 308 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 10 % ou de 122 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cet accroissement général est attribuable à l'augmentation de la clientèle, ce qui reflète entre autres l'incidence des acquisitions réalisées récemment, notamment au Pérou et au Costa Rica. Il y a eu une progression des revenus provenant des frais d'opérations, un accroissement des activités de prise ferme, une croissance soutenue des commissions sur les services de courtage aux particuliers et une forte hausse des revenus provenant des fonds communs de placement qui est attribuable à une montée des ventes et à une appréciation du marché. Cette croissance a été neutralisée par un recul des gains sur les titres au cours du trimestre à l'étude ainsi que par une faible baisse des revenus de négociation et des revenus sur cartes.

D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont quelque peu diminué, en raison surtout du recul des gains sur les titres.

Pour le semestre, les autres revenus se sont chiffrés à 2 641 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 230 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La progression générale des revenus provenant des opérations et la prise en compte des acquisitions réalisées récemment ont plus que

compensé la diminution des revenus de négociation comparativement aux niveaux élevés qu'ils avaient atteints dans l'ensemble des catégories à l'exercice précédent.

### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 20 millions de dollars au cours du trimestre, en baisse de 15 millions de dollars par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 43 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ce faible niveau pour le deuxième trimestre est attribuable à la réduction de la provision générale de 25 millions de dollars ainsi qu'aux nouvelles reprises nettes sur provision et aux recouvrements dans le portefeuille de Scotia Capitaux. Une analyse plus complète du risque de crédit se trouve à la page 8.

### **Frais autres que d'intérêts et productivité**

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 1 726 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente 161 millions de dollars ou 10 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La prise en compte des acquisitions réalisées récemment compte pour près de la moitié de la hausse des frais sur douze mois. Le reste de la hausse s'explique surtout par les salaires et autres avantages sociaux ainsi que par une montée des frais associés aux locaux, à la publicité et aux activités promotionnelles visant à soutenir les mesures constantes de croissance des activités. La Banque a continué d'investir dans sa croissance future par l'intermédiaire de l'expansion de ses succursales au Canada, au Mexique et dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêts ont quelque peu augmenté par rapport à ceux du premier trimestre. L'incidence de la durée plus courte du trimestre et du fléchissement de la charge liée à la rémunération à base d'actions a été en grande partie annulée par la montée des coûts associés à l'expansion des succursales.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts, qui totalisent 3 450 millions de dollars, se sont accrus de 323 millions de dollars, soit de 10 %, par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cet accroissement est principalement imputable à la prise en compte des acquisitions réalisées récemment, à la hausse des salaires et aux charges sociales découlant des activités d'expansion.

Le ratio de productivité, mesure de l'efficacité de la Banque, s'est établi à 53,8 %, ce qui constitue une amélioration par rapport au ratio de 55,3 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une légère hausse par rapport à celui de 53,6 % au trimestre précédent. Le levier d'exploitation – soit le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale moins le taux de croissance des charges – enregistré par la Banque au cours du trimestre à l'étude s'est établi à 3,2 % d'un exercice sur l'autre, bien qu'il ait été quelque peu négatif d'un trimestre sur l'autre. Depuis le début de l'exercice, le levier d'exploitation a été positif et s'est établi à 3,2 %.

### **Impôts et taxes**

Le taux d'imposition effectif de 21,1% pour le trimestre est plus élevé que le taux de 17,9 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent et est similaire à celui de 21,0 % au premier trimestre. Certains gains réalisés sur les titres qui ont été imposés à des taux moins élevés ainsi qu'une plus grande utilisation de reports en avant de pertes fiscales au Mexique non constatés auparavant avaient eu une incidence favorable au même trimestre de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'annonce de réductions du taux d'imposition, ce qui a diminué la valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, a eu une incidence négative pour le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition pour le semestre s'est établi à 21,0 % alors qu'il était de 19,2 % pour la même période de l'exercice précédent.

### **Gestion du risque**

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 53 à 63 du Rapport annuel 2006.

### **Risque de crédit**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 20 millions de dollars au deuxième trimestre, alors qu'elle était de 35 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent et de 63 millions de dollars au trimestre précédent. La dotation à la provision du trimestre à l'étude se compose de dotations aux provisions spécifiques, qui se chiffrent à 45 millions de dollars, et d'une réduction de 25 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 45 millions de dollars au deuxième trimestre est en hausse quand on la compare à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent, qui était de 35 millions de dollars, mais en baisse comparée à celle du trimestre précédent, qui était de 63 millions de dollars.

Scotia Capitaux a enregistré des reprises sur provision et des recouvrements totalisant 51 millions de dollars au deuxième trimestre, contre 54 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 30 millions de dollars au trimestre précédent. Les reprises sur provision et les recouvrements du trimestre à l'étude concernaient surtout le portefeuille américain. Il n'y a eu aucune nouvelle dotation aux provisions au cours du trimestre.

Les pertes sur créances de 66 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien ont été inférieures à celles de 88 millions de dollars du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à celles de 74 millions de dollars du trimestre précédent, en raison principalement de reprises sur provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Alors que les dotations aux provisions pour le portefeuille de prêts aux particuliers ont été supérieures à celles d'il y a un an en raison de la croissance de ce portefeuille, elles sont du même ordre que celles du premier trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances afférente aux opérations internationales s'est établie à 30 millions de



dollars au deuxième trimestre, ce qui est supérieur à la fois à celle de 1 million de dollars affichée au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celle de 19 millions de dollars affichée au trimestre précédent. Des reprises sur provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises dans les Antilles et en Amérique centrale avaient eu une incidence favorable au deuxième trimestre de 2006. La hausse d'un trimestre sur l'autre est surtout imputable aux dotations plus élevées dans les portefeuilles de prêts aux particuliers au Mexique étant donné que le premier trimestre a bénéficié de reprises plus élevées sur des provisions qui ont cessé d'être de mise. Par ailleurs, les dotations aux provisions pour les prêts aux particuliers dans les Antilles et au Pérou ont été plus élevées, en raison principalement de la croissance des actifs liés à des prêts aux particuliers.

La provision générale pour pertes sur créances a été réduite de 25 millions de dollars au cours du trimestre, pour s'établir à 1 298 millions de dollars en raison de conjonctures favorables dans l'environnement économique ainsi que de la qualité du crédit soutenue du portefeuille de prêts aux moyennes et grandes entreprises.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, totalisant 579 millions de dollars au 30 avril 2007, il demeure donc inchangé par rapport à celui du dernier trimestre et à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au deuxième trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est établie à 11,3 millions de dollars, comparativement à 8,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une exposition accrue au risque de taux d'intérêt. Si on la compare à celle du premier trimestre, la VAR quotidienne moyenne a augmenté, en raison surtout d'une exposition au risque sur actions. La VAR des marchandises se compose presque entièrement d'activités afférentes aux métaux précieux.

	Moyenne pour les trimestres terminés les		
Facteur de risque (en millions de dollars)	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006
Taux d'intérêt	7,2 \$	7,2 \$	4,5 \$
Actions	5,2	3,6	5,4
Change	1,2	1,9	1,9
Marchandises	1,5	0,7	1,4
Effet de la diversification	(3,8)	(4,2)	(5,2)
VAR à l'échelle de la Banque	11,3 \$	9,2 \$	8,0 \$

Des pertes de négociation ont été subies pendant trois jours au deuxième trimestre, contre un jour au trimestre précédent. Ces pertes sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

#### Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 30 avril 2007, les actifs liquides s'élevaient à 117 milliards de dollars, ou 28 %, du total de l'actif, comparativement à 104 milliards de dollars, ou 26 %, du total de l'actif au 31 janvier 2007. Ces actifs se composent de titres à hauteur de 73 % ainsi que de trésorerie et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 27 % (74 % et 26 %, respectivement, au 31 janvier 2007).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement, ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres mis en pension. Au 30 avril 2007, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 71 milliards de dollars, contre 68 milliards de dollars au 31 janvier 2007. L'augmentation sur un trimestre est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour des opérations d'emprunt et de prêt sur titres.

#### Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 67 et 114 du Rapport annuel 2006, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

#### Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 412 milliards de dollars au 30 avril 2007, soit une hausse de 15 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, surtout grâce à une progression des titres de négociation et des prêts qui a été partiellement annulée par l'incidence négative de la conversion des devises de 9 milliards de dollars et du recul des titres disponibles à la vente. Si on compare le montant de l'actif à celui au 31 octobre 2006, il a progressé de 33 milliards de dollars, ou de 9 %.

Le total des titres s'est inscrit en hausse de 5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Les titres de négociation ont progressé de 9 milliards de dollars dans le but d'appuyer les opérations des clients et les activités de négociation. Cette croissance sur le plan des titres de négociation a été contrebalancée en partie par une chute de 4 milliards de dollars des titres disponibles à la vente depuis la fin du dernier exercice. Cette réduction est principalement attribuable à la déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables qui a été réorganisée au cours du trimestre. Au 30 avril 2007, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 1 208 millions de dollars, alors qu'ils se chiffraient à 1 091 millions de dollars au 31 octobre 2006, compte non tenu des gains réalisés de 206 millions de dollars au cours du semestre.

Le portefeuille de prêts de la Banque s'est accru de 13 milliards de dollars, ou de 6 %, depuis le 31 octobre 2006.

Toutes les catégories de prêts ont connu des hausses. Les prêts hypothécaires ont progressé de 5 milliards de dollars, surtout grâce aux prêts hypothécaires à l'habitation consentis par le Réseau canadien, qui se sont accrus de 7 milliards de dollars (exclusion faite des titrisations de 2 milliards de dollars) en raison d'une demande soutenue provenant du vigoureux marché immobilier canadien. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 7 milliards de dollars, près de la moitié de cette augmentation étant attribuable aux prêts aux entreprises consentis dans le Réseau canadien et dans le secteur des Opérations internationales, notamment en Asie, dans les Antilles et en Amérique centrale. Par ailleurs, le portefeuille de Scotia Capitaux a augmenté de 3 milliards de dollars.

Le total du passif de la Banque s'établissait à 392 milliards de dollars au 30 avril 2007, un bond de 30 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Il y a eu une croissance de 28 milliards de dollars dans l'ensemble des catégories de dépôts, notamment les dépôts de gros servant à financer la croissance des actifs bancaires et des actifs de négociation. En outre, les titres vendus à découvert, qui sont utilisés dans les activités de négociation de Scotia Capitaux, se sont accrus de 8 milliards de dollars.

Le total des capitaux propres s'est accru de 2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Cette hausse est surtout attribuable à la robustesse du bénéfice semestriel et à la modification des conventions comptables relatives aux instruments financiers, qui s'est traduite par des ajustements selon la juste valeur et après impôts de 790 millions de dollars à l'égard principalement des titres disponibles à la vente. Il y a également eu une émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif totalisant 690 millions de dollars au cours du semestre.

### Gestion du capital

La Banque continue d'afficher des coefficients du capital solides qui lui permettent de saisir les occasions de croissance qui se présentent, par l'intermédiaire à la fois de la croissance interne et d'acquisitions.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 10,1 % au cours du trimestre, ce qui représente une légère baisse par rapport au 31 octobre 2006 alors qu'il s'établissait à 10,2 %. Cette baisse s'explique par le fait que le niveau élevé des capitaux autogénérés ainsi que l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 690 millions de dollars ont été plus que compensés par une augmentation de l'actif pondéré en fonction du risque découlant de la croissance enregistrée dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Le coefficient de l'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires, qui représente le capital-actions ordinaire moins les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré robuste, s'établissant à 8,0 % au 30 avril 2007, alors qu'il se situait à 8,3 % au 31 octobre 2006.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté 4,4 millions d'actions ordinaires au cours moyen de 53,52 \$, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée au premier trimestre de 2007. En comparaison, 1,9 million d'actions avaient été rachetées au cours du deuxième

trimestre de l'exercice précédent au coût moyen de 45,66 \$. Il n'y a eu aucun rachat d'actions au cours du premier trimestre.

### Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 8 dans la section intitulée « Gestion du risque ».

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui sont décrites plus en détail à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, à la page 22.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers, présentées à la page 65 du Rapport annuel 2006, s'appliquent également aux instruments financiers qui n'étaient auparavant pas inscrits à la juste valeur. La direction doit faire appel à des jugements à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles. La direction pose également un jugement lors du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait modifier la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de conditions normales de l'économie, du secteur et du marché.

Au 30 avril 2007, le total des montants nominaux des instruments dérivés s'établissait à 1 189 milliards de dollars, comparativement à 1 045 milliards de dollars au 31 octobre 2006, l'ensemble des catégories d'instruments dérivés ayant connu une croissance générale. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction et d'instruments dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 21 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

### Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue d'inscrire au bilan consolidé. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), les opérations de titrisation ainsi que les garanties et engagements de prêts. Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu avec des EDDV aucun nouvel arrangement important qui n'a pas été consolidé dans son bilan. En raison d'une modification apportée à la structure d'un des programmes canalisateurs de fonds multicé-

dants gérés par la Banque, il a été établi que la Banque n'était plus le principal bénéficiaire de l'EDDV. Par conséquent, l'EDDV a cessé d'être comptabilisée au bilan consolidé de la Banque au 30 avril 2007, ce qui a donné lieu à un recul de 7 milliards de dollars à la fois des titres disponibles à la vente et des autres passifs, ainsi qu'à une progression des engagements de crédit indirects de 8 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une tranche additionnelle de 605 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés par la Banque à 11 483 millions de dollars au 30 avril 2007, contre 11 913 millions de dollars au 31 octobre 2006.

Compte non tenu de l'incidence de la déconsolidation susmentionnée, le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 8 % par rapport au 31 octobre 2006. Aux termes des nouvelles normes comptables de l'ICCA portant sur les instruments financiers, un passif est maintenant inscrit pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en charge à la mise en place de certaines garanties. Au 30 avril 2007, la Banque avait constaté un accroissement de 80 millions de dollars des autres passifs et un accroissement correspondant des autres actifs au moment de l'application des dispositions des nouvelles normes comptables ayant trait aux garanties. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 53 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, comparativement à 52 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### **Dividende par action ordinaire**

À l'occasion de sa réunion tenue le 29 mai 2007, le conseil d'administration a approuvé une majoration du dividende de 3 cents par action ordinaire, ce qui donne lieu à un dividende trimestriel de 45 cents par action ordinaire. Le dividende trimestriel est à verser le 27 juillet 2007 aux actionnaires inscrits le 3 juillet 2007. La Banque poursuit donc sa tradition de faire croître le dividende pour les actionnaires.

### **Perspectives**

La conjoncture économique internationale est demeurée favorable, notamment dans les marchés où nous sommes présents, qui ont affiché une croissance particulièrement robuste. Aux États-Unis, malgré un ralentissement, les exportations continuent d'entraîner une croissance modérée. Au Canada, les régions riches en ressources tirent profit d'exportations vigoureuses alors que les provinces pour lesquelles la fabrication représente l'activité la plus importante subissent l'incidence défavorable du ralentissement aux États-Unis et de problèmes liés à la concurrence. Dans l'ensemble, nous prévoyons que cette conjoncture se maintiendra et constituera un contexte d'exploitation favorable pour nos activités au Canada et ailleurs dans le monde.

Les niveaux élevés de recouvrements enregistrés au cours du premier semestre de l'exercice ne devraient pas se maintenir. La Banque est malgré tout dans une très bonne position pour atteindre ses objectifs de l'exercice 2007.

## Données par secteur d'activité

## Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	<b>30 avril 2007</b>	31 janvier 2007	30 avril 2006	<b>30 avril 2007</b>	30 avril 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>942 \$</b>	953 \$	884 \$	<b>1 895 \$</b>	1 793 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>66</b>	74	88	<b>140</b>	152
Autres revenus	<b>530</b>	518	485	<b>1 048</b>	957
Frais autres que d'intérêts	<b>870</b>	870	845	<b>1 740</b>	1 678
Charge d'impôts	<b>169</b>	164	138	<b>333</b>	291
<b>Bénéfice net</b>	<b>367 \$</b>	363 \$	298 \$	<b>730 \$</b>	629 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>3</b>	2	2	<b>5</b>	4
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>364 \$</b>	361 \$	296 \$	<b>725 \$</b>	625 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>32,0 %</b>	31,1 %	27,3 %	<b>31,6 %</b>	28,9 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>149 \$</b>	146 \$	132 \$	<b>148 \$</b>	131 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a affiché un robuste bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires de 364 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude, soit une hausse de 68 millions de dollars, ou de 23 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Ces résultats vont de pair avec ceux du premier trimestre, malgré le fait que le trimestre à l'étude a été écourté de trois jours. L'apport de ce secteur au total du bénéfice net du trimestre s'établit à 35 %. Le taux de rendement des capitaux propres s'est chiffré à 32,0 %, alors qu'il était de 27,3 % à l'exercice précédent et de 31,1 % au trimestre précédent.

L'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, a progressé de 13 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, grâce surtout à la croissance de 14 milliards de dollars, ou de 17 %, des prêts hypothécaires à l'habitation. Une forte croissance des prêts hypothécaires a été enregistrée dans tous les circuits commerciaux, notamment Maple Trust, à l'origine de la moitié de la croissance, ce qui a permis d'élargir notre part de marché. Les lignes de crédit renouvelables aux particuliers et les volumes de prêts aux entreprises ont également augmenté. La part de marché des dépôts de détail s'est accrue grâce à l'accroissement de 6 % des volumes, en raison principalement des dépôts à terme. Les comptes courants autres que de particuliers ont progressé de 10 %. D'un trimestre à l'autre, l'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, a progressé de 2 % et les dépôts, de 1 %, essentiellement pour les raisons énumérées ci-dessus.

Le total des revenus a crû de 103 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sous l'effet principalement de la forte croissance du volume et de l'augmentation des commissions afférentes aux activités de gestion du patrimoine. Le total des revenus est resté constant par rapport au premier trimestre.

Le revenu d'intérêts net, qui se chiffre à 942 millions de dollars, s'est accru de 58 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent, accroissement attribuable à une forte croissance des volumes à la fois dans les actifs et les dépôts. Une croissance moyenne des volumes a été enregistrée pour la plupart des produits, notamment les prêts hypothécaires, les lignes de crédit de particuliers, les dépôts de particuliers, les prêts aux petites entreprises et les dépôts de petites entreprises, les prêts aux entreprises, les acceptations et les dépôts autres que de particuliers. L'incidence de cette croissance a été en partie annulée par un repli de la marge sur intérêts occasionné par une hausse des coûts de financement découlant de l'incidence des taux d'intérêt en hausse au cours du premier semestre de 2006, de l'aplatissement constant de la courbe de rendement des taux d'intérêt ainsi que d'une croissance

dans les produits à marge relativement moins élevée en raison de la demande des consommateurs. D'un trimestre à l'autre, le revenu d'intérêts net a baissé de 1 %, ce qui rend compte du fait que le deuxième trimestre a été écourté de trois jours, baisse partiellement compensée par un accroissement des actifs et des dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 66 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude, soit une baisse par rapport au montant de 88 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice précédent et par rapport au montant de 74 millions de dollars, au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable à plusieurs reprises mineures dans le portefeuille de prêts aux entreprises au cours du trimestre à l'étude. Les dotations à la provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers ont augmenté sur douze mois, en raison de la croissance du portefeuille.

Au cours du trimestre à l'étude, les autres revenus ont totalisé 530 millions de dollars, en hausse de 45 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui rend compte d'une forte croissance des revenus tirés de la gestion du patrimoine ainsi que d'augmentations dans les opérations bancaires des particuliers et des petites entreprises. Les revenus tirés de la gestion du patrimoine ont été sans précédent pour le trimestre à l'étude et les revenus tirés des services de courtage aux particuliers ont été robustes grâce à une hausse des activités de la clientèle et à un plus grand nombre de nouvelles émissions. Il y a également eu une augmentation des revenus provenant des fonds communs de placement en raison de la hausse des soldes moyens découlant de ventes nettes élevées et d'une appréciation du marché. De plus, nous avons observé une augmentation des revenus provenant des frais de service sur les opérations de particuliers et autres que de particuliers ainsi que des revenus sur cartes. D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont progressé de 2 %.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en majeure partie à la croissance des activités, notamment les acquisitions, les ajouts au réseau de succursales et à l'équipe de vente. De plus, il y a eu des augmentations de salaire normales, des coûts plus élevés relativement à la rémunération liée au rendement et une hausse des frais associés à la publicité. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par un recul des charges au titre des prestations de retraite et des charges sociales qui est en partie attribuable à l'augmentation du rendement des actifs accrus des régimes de retraite. D'un trimestre à l'autre, les dépenses sont demeurées inchangées.

## Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	<b>30 avril 2007</b>	31 janvier 2007	30 avril 2006	<b>30 avril 2007</b>	30 avril 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>679 \$</b>	670 \$	542 \$	<b>1 349 \$</b>	1 071 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>30</b>	19	1	<b>49</b>	28
Autres revenus	<b>300</b>	297	220	<b>597</b>	435
Frais autres que d'intérêts	<b>577</b>	562	443	<b>1 139</b>	895
Charge d'impôts	<b>44</b>	43	25	<b>87</b>	35
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	<b>31</b>	25	23	<b>56</b>	43
<b>Bénéfice net</b>	<b>297 \$</b>	318 \$	270 \$	<b>615 \$</b>	505 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>4</b>	2	2	<b>6</b>	4
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>293 \$</b>	316 \$	268 \$	<b>609 \$</b>	501 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>18,7 %</b>	22,2 %	26,2 %	<b>20,4 %</b>	24,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>69 \$</b>	65 \$	54 \$	<b>67 \$</b>	53 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Au deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires du secteur Opérations internationales a atteint 293 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 25 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, mais un recul de 23 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Cette progression sur douze mois est attribuable à l'apport des acquisitions réalisées récemment au Pérou, au Costa Rica, en République dominicaine et en Jamaïque, ainsi qu'à une robuste croissance interne. Des pertes sur prêts plus élevées ainsi qu'un taux d'imposition effectif plus élevé ont partiellement annulé ces augmentations. Ce recul par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable aux dotations à la provision pour pertes sur prêts plus importantes au Mexique, qui avait tiré profit de reprises plus élevées au cours du trimestre précédent, ainsi qu'à une hausse des dépenses au Mexique et dans les Antilles. Le secteur Opérations internationales représente 29 % du total du bénéfice net de la Banque et affiche un rendement des capitaux propres de 18,7 %.

L'actif moyen de 69 milliards de dollars a progressé de 15 milliards de dollars, ou de 29 %, par rapport à l'exercice précédent. Exclusion faite du montant de 6 milliards de dollars provenant des acquisitions récentes, les volumes se sont accrus de 9 milliards de dollars, ou de 19 %. Cet accroissement est attribuable à une croissance interne des prêts de 26 %, qui s'explique par une progression de 29 % des cartes de crédit et de 24 % des prêts hypothécaires, ainsi qu'à une croissance de 18 % des prêts aux entreprises principalement en Asie, dans les Antilles et en Amérique centrale. Par rapport au trimestre précédent, l'actif moyen a augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 6 %. Une tranche de 1 milliard de dollars de cette hausse est attribuable en partie à l'acquisition réalisée en Jamaïque. La croissance interne de 3 milliards de dollars est à mettre sur le compte de la croissance de 16 % des prêts aux entreprises en Asie et d'un accroissement de 4 % des prêts hypothécaires.

Le total des revenus s'est chiffré à 979 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 217 millions de dollars, ou de 29 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 12 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Parmi ce qui a le plus contribué à cette croissance sur un an, notons nos acquisitions au Pérou, dans les Antilles et en Amérique centrale, ainsi qu'une forte croissance interne des actifs et des dépôts au Mexique, dans les Antilles et en Asie. La progression d'un trimestre à l'autre provient surtout des Antilles et du Pérou.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 679 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 137 millions de dollars, ou de 25 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une forte croissance du nombre de prêts dans l'ensemble du secteur d'exploitation, ainsi que de l'incidence de nos acquisitions récentes. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net s'est accru de 9 millions de dollars, ou de 1 %. Cette hausse résulte principalement d'une forte augmentation du nombre de prêts au Mexique, en Asie et dans les Antilles. Les marges sur intérêts se sont resserrées par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et, dans une moindre mesure, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite des pertes nettes découlant des instruments dérivés utilisés pour la gestion de l'actif et du passif, les marges n'ont rétréci que de quelque peu sur douze mois,

principalement dans les Antilles et en Amérique centrale, et sont demeurées neutres d'un trimestre à l'autre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 30 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 29 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, étant donné que le deuxième trimestre de 2006 a subi l'incidence favorable de reprises sur provisions dans les Antilles et en Amérique centrale, conjuguée à des provisions peu élevées dans les autres régions. D'un trimestre à l'autre, la dotation à la provision a augmenté de 11 millions de dollars, en raison principalement de dotations aux provisions pour les prêts aux particuliers plus élevées au Mexique étant donné que les reprises sur des provisions qui avaient cessé d'être de mise ont été plus importantes au trimestre antérieur. En outre, les dotations aux provisions pour les prêts aux particuliers ont été plus élevées dans les Antilles et au Pérou, essentiellement en raison de la croissance des actifs liés à des prêts aux particuliers.

Les autres revenus se sont accrus de 80 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 300 millions de dollars, en partie grâce aux acquisitions récentes. De plus, une croissance a été enregistrée dans les revenus tirés des opérations des clients au Mexique, dans les Antilles et en Amérique centrale. Si on les compare à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 3 millions de dollars, en raison de la croissance au Mexique, partiellement contrebalancée par une diminution des autres revenus au Chili et au Pérou.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 577 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude, en hausse de 30 %, ou de 134 millions de dollars, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 15 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Près de la moitié de l'augmentation d'un exercice à l'autre s'explique par la prise en compte des acquisitions réalisées récemment au Pérou, dans les Antilles et en Amérique centrale. Environ le tiers de cette hausse est attribuable à des mesures constantes de croissance des activités, notamment l'ouverture de 50 nouvelles succursales au Mexique. En outre, il y a eu des augmentations de salaire normales, des coûts plus élevés relativement à la rémunération liée au rendement et aux prestations de retraite. Cette hausse des frais par rapport à ceux du trimestre précédent s'explique par une augmentation de la rémunération liée au rendement au sein de la Scotiabank Mexico, ce qui reflète le calcul définitif des primes de fin d'année au cours du premier trimestre de 2007, l'ouverture de 11 nouvelles succursales au Mexique, ainsi que les mesures constantes de croissance des activités dans les Antilles.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 12 % pour le trimestre, alors qu'il était de 8 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Il est également légèrement supérieur au taux de 11 % du trimestre précédent. Cette hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique par la croissance des bénéfices dans les compétences fiscales où le taux d'imposition est supérieur ainsi que par un taux d'imposition effectif majoré au Mexique, lequel est attribuable à une plus grande utilisation de reports en avant de pertes fiscales au cours de l'exercice précédent, et un revenu plus élevé a été réalisé au cours du présent exercice dans les filiales sans reports en avant de pertes fiscales.

## Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	<b>30 avril 2007</b>	31 janvier 2007	30 avril 2006	<b>30 avril 2007</b>	30 avril 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>296 \$</b>	269 \$	229 \$	<b>565 \$</b>	438 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(51)</b>	(30)	(54)	<b>(81)</b>	(70)
Autres revenus	<b>360</b>	361	351	<b>721</b>	762
Frais autres que d'intérêts	<b>262</b>	259	253	<b>521</b>	507
Charge d'impôts	<b>125</b>	105	104	<b>230</b>	226
<b>Bénéfice net</b>	<b>320 \$</b>	296 \$	277 \$	<b>616 \$</b>	537 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>2</b>	2	1	<b>4</b>	3
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>318 \$</b>	294 \$	276 \$	<b>612 \$</b>	534 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>33,4 %</b>	30,7 %	35,4 %	<b>32,0 %</b>	33,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>153 \$</b>	150 \$	128 \$	<b>152 \$</b>	121 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Scotia Capitaux a déclaré un bénéfice net record revenant aux actionnaires ordinaires de 318 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 42 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et une hausse de 24 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. L'apport de Scotia Capitaux aux résultats globaux de la Banque au cours du trimestre s'établit ainsi à 31 %. Le rendement des capitaux propres, qui se chiffre à 33,4 %, a été légèrement inférieur aux bons résultats obtenus au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais supérieur au rendement du trimestre précédent, qui se chiffrait à 30,7 %.

L'actif total moyen a augmenté de 19 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, pour s'établir à 153 milliards de dollars. Les titres et les prêts détenus aux fins des activités de négociation ont augmenté de 15 milliards de dollars afin de soutenir les activités des clients et les occasions de négociation. En outre, une augmentation de 6 milliards de dollars, ou de 24 %, a été enregistrée dans les prêts aux sociétés. Au Canada, les prêts et les acceptations aux sociétés ont progressé de 2 milliards de dollars, ou de 20 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Aux États-Unis, ils ont progressé de 3 milliards de dollars, ou de 37 %. L'augmentation de l'actif total moyen, comparativement au trimestre précédent, est attribuable à une progression des titres détenus aux fins des activités de négociation.

Le total des revenus, qui s'est chiffré à 656 millions de dollars, a été supérieur de 76 millions de dollars, ou de 13 %, à celui de la même période de l'exercice précédent, en raison surtout d'une croissance des revenus de la division Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux. Cette croissance est attribuable à l'augmentation du volume des prêts, à la hausse des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux et à la progression des revenus tirés des services de banque d'investissement, notamment des frais de nouvelles émissions, des frais liés à des fusions et acquisitions et des honoraires de consultation. Les revenus de la division Marchés des capitaux mondiaux se sont également accrus légèrement par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette division a continué de dégager des résultats robustes dans les opérations sur métaux précieux et a enregistré un trimestre solide sur le plan des revenus fixes. L'augmentation de 26 millions de dollars, ou de 4 %, que les revenus ont affichée par rapport au trimestre précédent, rend compte de l'incidence des recouvrements d'intérêts plus élevés sur des prêts douteux et de meilleurs résultats dans les services de banque d'investissement.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 296 millions de dollars, ce qui est de beaucoup supérieur à celui de la période comparable de l'exercice précédent, en raison de la hausse des recouvrements d'intérêts des prêts douteux, d'un accroissement des dépôts dans les comptes courants, des volumes de prêts plus élevés, accroissement quelque peu contrebalancé par des marges de crédit plus étroites, ainsi que d'une hausse des intérêts provenant des activités de négociation. Cette progression par rapport aux résultats du trimestre précédent s'explique principalement par l'accroissement des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux.

Au cours du trimestre, les reprises sur la provision pour pertes sur prêts et les recouvrements ont atteint 51 millions de dollars, comparativement à une reprise de 54 millions de dollars pour la période comparable de l'exercice précédent et de 30 millions de dollars au trimestre précédent. Les reprises nettes ont été réalisées principalement aux États-Unis au cours du trimestre à l'étude et du trimestre précédent, et à la fois aux États-Unis et en Europe au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Aucune nouvelle dotation aux provisions n'a été constituée au cours du trimestre à l'étude.

Les autres revenus se sont élevés à 360 millions de dollars, soit 3 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus de la division Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont progressé de 8 %, sous l'effet surtout de la hausse des revenus tirés des services de banque d'investissement. Les autres revenus provenant des activités de la division Marché des capitaux mondiaux sont demeurés inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent. Si on les compare à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont reculé de 1 million de dollars, étant donné que les frais des services bancaires aux sociétés et les revenus tirés des activités de négociation d'actions moins élevés ont été en partie contrebalancés par une hausse des revenus liés à des fusions et acquisitions et des honoraires de consultation.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 262 millions de dollars, ce qui constitue une modeste hausse de 3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des salaires et des coûts liés à la technologie, en partie compensée par une baisse des charges sociales et de la rémunération liée au rendement. Par rapport au trimestre précédent, les frais ont progressé de 3 millions de dollars, étant donné que la hausse de la rémunération liée au rendement a été en grande partie neutralisée par les primes à la signature versées au cours du premier trimestre aux fins de la dotation en personnel spécialisé.

**Autres <sup>1)</sup>**

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>2)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	<b>30 avril 2007</b>	31 janvier 2007	30 avril 2006	<b>30 avril 2007</b>	30 avril 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net <sup>3)</sup>	<b>(123)\$</b>	(116)\$	(124)\$	<b>(239)\$</b>	(262)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(25)</b>	–	–	<b>(25)</b>	–
Autres revenus	<b>118</b>	157	130	<b>275</b>	257
Frais autres que d'intérêts	<b>17</b>	33	24	<b>50</b>	47
Charge d'impôts <sup>3)</sup>	<b>(52)</b>	(35)	(67)	<b>(87)</b>	(127)
<b>Bénéfice net</b>	<b>55 \$</b>	43 \$	49 \$	<b>98 \$</b>	75 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>2</b>	2	2	<b>4</b>	4
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>53 \$</b>	41 \$	47 \$	<b>94 \$</b>	71 \$
<b>Autres données</b>					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>33 \$</b>	30 \$	29 \$	<b>31 \$</b>	27 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que la charge d'impôts des trimestres terminés le 30 avril 2007 (109 \$), le 31 janvier 2007 (105 \$) et le 30 avril 2006 (113 \$), ainsi que celle des semestres terminés le 30 avril 2007 (214 \$) et le 30 avril 2006 (209 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires s'est établi à 53 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 6 millions de dollars par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent, et de 12 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ces hausses sont principalement attribuables à la réduction de la provision générale au cours du trimestre à l'étude, en partie contrebalancée par des gains moins élevés réalisés sur les titres.

Le total des revenus du trimestre a baissé de 11 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 46 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent. Le revenu d'intérêts net est demeuré conforme à celui de la période comparable de l'exercice précédent et à celui du trimestre précédent. Le revenu d'intérêts net tient compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt, dont le montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation,

lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 109 millions de dollars pour le deuxième trimestre, contre 113 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 105 millions de dollars au trimestre précédent.

Les autres revenus ont fléchi de 12 millions de dollars par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent, en raison surtout des gains réalisés sur les placements de la Banque dans Shinsei au cours de l'exercice précédent. La baisse de 39 millions de dollars d'un trimestre à l'autre reflète le recul des gains réalisés sur les ventes de titres, en partie compensé par une progression des revenus tirés des opérations de titrisation.

Les frais autres que d'intérêts sont en baisse à la fois par rapport à la même période de l'exercice précédent et au trimestre précédent. Ces baisses sont essentiellement attribuables à un fléchissement de la rémunération liée au rendement.

**Total**

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	1 794 \$	1 776 \$	1 531 \$	3 570 \$	3 040 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	20	63	35	83	110
Autres revenus	1 308	1 333	1 186	2 641	2 411
Frais autres que d'intérêts	1 726	1 724	1 565	3 450	3 127
Charge d'impôts	286	277	200	563	425
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	25	23	56	43
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 039 \$</b>	1 020 \$	894 \$	<b>2 059 \$</b>	1 746 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	11	8	7	19	15
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>1 028 \$</b>	1 012 \$	887 \$	<b>2 040 \$</b>	1 731 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	23,4 %	23,0 %	23,2 %	23,3 %	22,4 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	404 \$	391 \$	343 \$	398 \$	332 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

**Faits saillants par secteur géographique**

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(non vérifié)</i>					
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b> <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	561 \$	544 \$	465 \$	1 105 \$	1 006 \$
États-Unis	139	163	120	302	177
Mexique	124	147	130	271	269
Autres pays	211	212	195	423	319
Rajustements du siège social	(7)	(54)	(23)	(61)	(40)
	<b>1 028 \$</b>	1 012 \$	887 \$	<b>2 040 \$</b>	1 731 \$
<b>Actif moyen</b>					
Canada	256 \$	252 \$	220 \$	254 \$	215 \$
États-Unis	32	33	32	33	30
Mexique	22	22	21	22	20
Autres pays	85	77	64	81	62
Rajustements du siège social	9	7	6	8	5
	<b>404 \$</b>	391 \$	343 \$	<b>398 \$</b>	332 \$



## Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	30 avril 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juillet 2005
Revenu total ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>3 102 \$</b>	3 109 \$	2 868 \$	2 889 \$	2 717 \$	2 734 \$	2 660 \$	2 608 \$
Revenu total (BMEF <sup>1)</sup> ) ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>3 211</b>	3 214	2 999	2 989	2 830	2 830	2 735	2 689
Bénéfice net ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>1 039</b>	1 020	897	936	894	852	811	784
Bénéfice de base par action ( <i>en dollars</i> )	<b>1,04</b>	1,02	0,90	0,94	0,90	0,85	0,81	0,78
Bénéfice dilué par action ( <i>en dollars</i> )	<b>1,03</b>	1,01	0,89	0,93	0,89	0,84	0,80	0,77

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

## Information sur les actions

	Au 30 avril 2007
( <i>en milliers d'actions en circulation</i> )	
Actions ordinaires	<b>989 697<sup>1)</sup></b>
Actions privilégiées Série 12	<b>12 000<sup>2)</sup></b>
Actions privilégiées Série 13	<b>12 000<sup>3)</sup></b>
Actions privilégiées Série 14	<b>13 800<sup>4)</sup></b>
Actions privilégiées Série 15	<b>13 800<sup>5)</sup></b>
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de Placement Hypothécaire Scotia	<b>250<sup>6)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	<b>500<sup>6)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>7)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>7)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>7)</sup></b>
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options d'achat d'actions ordinaires	<b>29 329<sup>1)8)</sup></b>

1) Au 18 mai 2007, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 989 732 et à 29 306. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action, à l'exception du dividende initial versé le 26 avril 2007, qui était de 0,28356 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payable le 27 juillet 2007, qui sera de 0,34829 \$ par action.

6) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

7) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

8) Comprend 16 339 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2006 publiés dans le Rapport annuel 2006, et à la note 5 figurant à la page 26 du présent rapport.

## Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2006 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers.

L'adoption de trois nouvelles normes comptables de l'ICCA, à savoir *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, *Couvertures* et *Résultat étendu*, a eu une incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les changements et leur incidence sur les états financiers consolidés de la Banque sont décrits à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Conformément aux exigences des nouvelles normes comptables, la Banque n'a pas retraité les chiffres de l'une ou l'autre des périodes antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables. Elle a toutefois inscrit certains montants transitoires qui tiennent compte de l'effet cumulatif des rajustements des chiffres des périodes antérieures. Conformément aux exigences, les pertes de change non réalisées ont été reclassées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu de la rubrique capitaux propres pour les périodes antérieures.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2006.

## État consolidé des résultats

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007 <sup>1)</sup>	31 janvier 2007 <sup>1)</sup>	30 avril 2006	30 avril 2007 <sup>1)</sup>	30 avril 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
<b>Revenu d'intérêts</b>					
Prêts	3 404 \$	3 377 \$	2 648 \$	6 781 \$	5 223 \$
Titres	1 286	1 131	998	2 417	1 895
Titres pris en pension	283	330	254	613	492
Dépôts auprès d'autres banques	266	251	210	517	394
	5 239	5 089	4 110	10 328	8 004
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	2 600	2 526	1 942	5 126	3 732
Débitures subordonnées	30	33	31	63	66
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	13	13	13	26	26
Autres	802	741	593	1 543	1 140
	3 445	3 313	2 579	6 758	4 964
<b>Revenu d'intérêts net</b>	1 794	1 776	1 531	3 570	3 040
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	20	63	35	83	110
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 774	1 713	1 496	3 487	2 930
<b>Autres revenus</b>					
Revenus sur cartes	89	93	71	182	146
Services de dépôt et de paiement	199	206	183	405	372
Fonds communs de placement	73	68	60	141	118
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	195	188	175	383	336
Commissions de crédit	129	132	132	261	263
Revenus de négociation	151	149	157	300	400
Services de banque d'investissement	195	194	162	389	317
Gains nets sur les titres disponibles à la vente <sup>2)</sup>	79	127	108	206	202
Autres	198	176	138	374	257
	1 308	1 333	1 186	2 641	2 411
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 082	3 046	2 682	6 128	5 341
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Salaires et avantages sociaux	1 004	1 003	928	2 007	1 862
Locaux et technologie	329	327	298	656	579
Communications	75	73	67	148	131
Publicité et prospection	70	76	53	146	100
Honoraires	48	45	38	93	70
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	34	39	23	73	60
Autres frais	166	161	158	327	325
	1 726	1 724	1 565	3 450	3 127
Bénéfice avant les éléments ci-dessous :	1 356	1 322	1 117	2 678	2 214
Charge d'impôts	286	277	200	563	425
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	25	23	56	43
<b>Bénéfice net</b>	1 039 \$	1 020 \$	894 \$	2 059 \$	1 746 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	11	8	7	19	15
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	1 028 \$	1 012 \$	887 \$	2 040 \$	1 731 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ( <i>en millions</i> )					
De base	992	991	988	992	989
Dilué	1 001	1 001	1 001	1 001	1 002
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b> ( <i>en dollars</i> )					
De base	1,04 \$	1,02 \$	0,90 \$	2,06 \$	1,75 \$
Dilué	1,03 \$	1,01 \$	0,89 \$	2,04 \$	1,73 \$
<b>Dividendes par action ordinaire</b> ( <i>en dollars</i> )	0,42 \$	0,42 \$	0,36 \$	0,84 \$	0,72 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au cours du premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, le gain net réalisé sur les titres était classé comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

	Aux			
	30 avril 2007 <sup>1)</sup>	31 janvier 2007 <sup>1)</sup>	31 octobre 2006	30 avril 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
<b>Actif</b>				
<b>Liquidités</b>				
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	2 532 \$	2 508 \$	2 280 \$	2 055 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	23 967	20 277	17 734	19 592
Métaux précieux	4 623	3 599	3 362	4 020
	<b>31 122</b>	26 384	23 376	25 667
<b>Titres</b>				
Négociation	71 547	64 307	62 490	58 417
Disponibles à la vente <sup>2)</sup>	28 627	36 208	33 012	29 758
	<b>100 174</b>	100 515	95 502	88 175
<b>Titres pris en pension</b>	<b>25 867</b>	24 129	25 705	22 208
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	94 706	92 055	89 590	81 575
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	40 408	39 757	39 058	36 857
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	83 424	83 067	76 733	67 407
	<b>218 538</b>	214 879	205 381	185 839
Provision pour pertes sur créances (note 3)	2 505	2 620	2 607	2 706
	<b>216 033</b>	212 259	202 774	183 133
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 277	10 431	9 555	9 104
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation	14 313	10 688	10 369	16 685
Terrains, bâtiments et matériel	2 308	2 344	2 256	2 178
Écart d'acquisition	1 176	1 121	873	639
Autres actifs incorporels	301	317	294	269
Autres actifs	10 139	8 282	8 302	8 921
	<b>38 514</b>	33 183	31 649	37 796
	<b>411 710 \$</b>	396 470 \$	379 006 \$	356 979 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	97 218 \$	96 823 \$	93 450 \$	90 718 \$
Entreprises et administrations publiques	157 919	148 995	141 072	124 363
Banques	36 466	31 201	29 392	32 567
	<b>291 603</b>	277 019	263 914	247 648
<b>Autres</b>				
Acceptations	10 277	10 431	9 555	9 104
Obligations relatives aux titres mis en pension	29 577	29 612	33 470	29 960
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	21 521	18 201	13 396	10 961
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation	12 214	11 039	11 211	15 746
Autres passifs	22 976	26 792	26 457	23 766 <sup>3)</sup>
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	496	491	435	387
	<b>97 061</b>	96 566	94 524	89 924 <sup>3)</sup>
<b>Débiteures subordonnées</b>	<b>2 301</b>	2 340	2 271	2 268
<b>Obligations au titre des instruments de capitaux propres</b>	<b>750</b>	750	750	750
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions				
Actions privilégiées	1 290	945	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 539	3 520	3 425	3 363
Bénéfices non répartis	16 763	16 376	15 843	14 884 <sup>3)</sup>
Cumul des autres éléments du résultat étendu <sup>1)</sup>	(1 597)	(1 046)	(2 321)	(2 458)
	<b>19 995</b>	19 795	17 547	16 389 <sup>3)</sup>
	<b>411 710 \$</b>	396 470 \$	379 006 \$	356 979 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, ces titres étaient classés comme titres détenus à des fins de placement. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1.

3) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	600 \$	600 \$
Émissions	690	–
Solde à la fin de la période	1 290	600
<b>Actions ordinaires et surplus d'apport</b>		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 425	3 316
Émissions	130	65
Rachats aux fins d'annulation	(16)	(19)
Solde à la fin de la période	3 539	3 362
Surplus d'apport : juste valeur des options sur actions	–	1
Total	3 539	3 363
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	15 843	14 126
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	(61) <sup>1)</sup>	(25) <sup>2)</sup>
	15 782	14 101
Bénéfice net	2 059	1 746
Dividendes : actions privilégiées	(19)	(15)
actions ordinaires	(833)	(712)
Achat d'actions	(218)	(236)
Autres	(8)	–
Solde à la fin de la période	16 763	14 884
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu <sup>1)</sup></b>		
Solde au début de la période	(2 321)	(1 961)
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	683	–
Autres éléments du résultat étendu	41	(497)
Solde à la fin de la période	(1 597)	(2 458)
<b>Total des capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>19 995 \$</b>	<b>16 389 \$</b>

État consolidé du résultat étendu <sup>1)</sup>

	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
<b>Résultat étendu</b>				
Bénéfice net	1 039 \$	894 \$	2 059 \$	1 746 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice				
Variation nette des pertes de change non réalisées	(588)	(257)	(66)	(497)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	17	–	65	–
Variation nette des gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	20	–	42	–
Autres éléments du résultat étendu	(551)	(257)	41	(497)
Résultat étendu	488 \$	637 \$	2 100 \$	1 249 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)				
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 039 \$	894 \$	2 059 \$	1 746 \$
Ajustements visant à déterminer les rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation	85	(38)	36	(81)
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(115)	37	120	(60)
Titres de négociation	(8 139)	(7 165)	(9 331)	(9 331)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(2 805)	(1 606)	(3 099)	(493)
Autres, montant net	(1 373)	(314)	(2 355)	(1 556)
	(11 308)	(8 192)	(12 570)	(9 775)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Dépôts	21 175	17 204	28 582	30 096
Obligations relatives aux titres mis en pension	574	5 825	(4 062)	5 001
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	3 699	444	8 349	(230)
Actions privilégiées émises	345	–	690	–
Actions ordinaires émises	20	28	85	56
Actions ordinaires remboursées/rachetées aux fins d'annulation	(234)	(87)	(234)	(255)
Débitures subordonnées remboursées	–	(300)	–	(300)
Dividendes versés en espèces	(428)	(363)	(852)	(727)
Autres, montant net	1 834	453	2 757	896
	26 985	23 204	35 315	34 537
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	(4 665)	(700)	(6 202)	(4 082)
Titres pris en pension	(1 872)	(2 469)	(296)	(2 250)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(8 482)	(7 337)	(16 231)	(11 613)
Titrisations de prêts	595	698	1 443	1 132
Titres disponibles à la vente, montant net <sup>1)</sup>	(1 061)	(3 552)	(895)	(6 466)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(44)	(54)	(164)	(102)
Autres, montant net <sup>2)</sup>	(37)	(1 759)	(119)	(1 759)
	(15 566)	(15 173)	(22 464)	(25 140)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(87)	(28)	(29)	(68)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	24	(189)	252	(446)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 508	2 244	2 280	2 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période <sup>3)</sup>	2 532 \$	2 055 \$	2 532 \$	2 055 \$
Décaissements effectués pour				
Intérêts	3 452 \$	2 422 \$	7 246 \$	4 749 \$
Impôts sur le bénéfice	333 \$	293 \$	616 \$	567 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

- 1) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient classés comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.
- 2) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007, comprend des placements dans des filiales, déduction faite d'un montant nul et d'un montant de 3 \$ respectivement au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date d'acquisition (137 \$ au 30 avril 2006) et déduction faite d'un montant, respectivement, de 11 \$ et de 15 \$ au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant au 30 avril 2006).
- 3) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est décrit à la note 1.

### 1. Modifications de conventions comptables

#### Modifications apportées au cours de l'exercice

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA, à savoir *i) Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, *ii) Couvertures* et *iii) Résultat étendu*. Les principales exigences de ces nouvelles normes et les conventions comptables connexes ayant été subséquemment adoptées par la Banque, de même que leur incidence sur les états financiers, sont décrites ci-dessous.

La Banque n'a pas retraité les chiffres de l'une ou l'autre des périodes antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables. Conformément aux exigences, les gains et pertes de change non réalisés sur les investissements dans des établissements étrangers autonomes ont été reclassés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu de la rubrique capitaux propres pour les périodes antérieures. La Banque a comptabilisé une diminution nette de 61 millions de dollars (déduction faite d'une économie d'impôts de 31 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2007 pour tenir compte de l'effet cumulatif lié aux périodes antérieures de l'adoption des nouvelles normes comptables. Cette incidence transitoire découle essentiellement de la constatation dans les bénéfices non répartis des gains et des pertes reportés à la date de la transition relativement à certaines couvertures précédemment abandonnées. Pour le présent trimestre, ces changements se sont traduits par une diminution nette du bénéfice net de 8 millions de dollars après impôts (augmentation nette du bénéfice net de 8 millions de dollars après impôts au 31 janvier 2007).

Les principales catégories du bilan touchées par l'adoption des nouvelles normes le 1<sup>er</sup> novembre 2006 sont les suivantes :

<i>En millions de dollars</i>		
<b>Catégorie du bilan</b>	<b>Augmentation/ (diminution)</b>	<b>Explication</b>
Titres disponibles à la vente	1 091 \$	Comptabilisation de ces titres à la juste valeur
Actifs d'impôt futurs (autres actifs)	(369)\$	Comptabilisation des impôts futurs sur les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu
Bénéfices non répartis	(61)\$	Incidence après impôts de l'adoption des nouvelles normes sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis
Cumul des autres éléments du résultat étendu	683 \$	Incidence après impôts liée aux gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie

#### *i) Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*

Les nouvelles normes exigent que tous les actifs et passifs financiers soient comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui sont comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont considérés dès leur constatation initiale comme étant détenus à des fins de transaction : les prêts et créances, les titres détenus jusqu'à leur échéance et les passifs financiers non détenus aux fins de transaction. Malgré l'adoption de ces nouvelles normes comptables, les méthodes utilisées par la Banque pour évaluer la juste valeur des instruments financiers sont demeurées les mêmes.

Les normes exigent que les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente soient comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des résultats. La Banque a classé tous ses titres de placement au 1<sup>er</sup> novembre 2006 au poste des titres disponibles à la vente, de sorte que les gains et les pertes non réalisés sur ces titres sont inscrits de manière conforme aux exigences. Les titres de participation disponibles à la vente qui n'ont pas de prix de marché continueront d'être comptabilisés au coût. Étant disponibles à la vente, ces titres doivent néanmoins continuer à faire l'objet d'un examen régulier visant à déterminer s'ils ont subi une moins-value durable. S'il est démontré que le titre a subi une moins-value durable, celui-ci est ramené à sa juste valeur. L'incidence de la modification de convention comptable visant la moins-value durable n'est pas importante. La Banque

comptabilise l'achat et la vente de titres selon le principe de comptabilisation à la date de règlement tant pour le bilan consolidé que pour l'état consolidé des résultats.

Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction continueront d'être comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Tous les instruments dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, sont désormais inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé, ce qui touche essentiellement les instruments dérivés désignés aux fins de la gestion de l'actif et du passif qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture, lesquels étaient auparavant comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces dérivés de couverture sont maintenant comptabilisés dans les autres actifs et les autres passifs. De plus, aux termes des nouvelles normes comptables, les gains ou les pertes réalisés sur les instruments dérivés au moment de la mise en place des instruments ne seront plus constatés lorsque l'évaluation dépend de données du marché non observables. Dans pareilles circonstances, le gain ou la perte réalisé au moment d'une opération sur instruments dérivés sera différé sur la durée de vie du contrat connexe ou jusqu'à ce que les données d'évaluation soient observables.

Aux termes des nouvelles exigences, un passif sera constaté pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en charge à la constitution de certaines garanties. Les garanties ainsi visées comprennent les lettres de crédit de soutien, les

lettres de garantie, les améliorations des termes de crédit et d'autres contrats similaires. La juste valeur de l'obligation au moment de la constitution de la garantie est généralement fondée sur les flux de trésorerie actualisés de la prime devant être reçue, ce qui engendre un actif correspondant. La Banque a inscrit une hausse de 78 millions de dollars dans les autres passifs au 1<sup>er</sup> novembre 2006 ainsi qu'une hausse correspondante dans les autres actifs relativement à ces garanties.

La convention comptable de la Banque consiste à capitaliser les coûts des opérations liés aux actifs financiers et aux passifs financiers non détenus à des fins de transaction et, s'il y a lieu, à constater ces coûts dans le revenu d'intérêts net sur la durée de vie prévue de l'instrument.

#### *Éléments détenus à des fins de transaction*

Aux termes des nouvelles normes comptables, la Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

Les opérations de transaction de la Banque visent les dérivés de crédit destinés aux clients. La Banque peut acheter le(s) prêt(s) sous-jacent(s) d'un tiers pour couvrir économiquement son exposition au risque inhérent aux dérivés. En désignant ces prêts comme étant destinés à des fins de transaction, les variations de la juste valeur seront comptabilisées dans le résultat, tout comme les variations de la juste valeur des dérivés. Par conséquent, la Banque atténue de manière importante ou élimine la non-concordance comptable des deux instruments. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'est élevée à 4,7 milliards de dollars et à 3,3 milliards de dollars respectivement au 30 avril 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été comptabilisée dans le revenu de négociation au cours du trimestre correspondait à un gain de 94 millions de dollars (110 millions de dollars au 31 janvier 2007), et elle a été entièrement contrebalancée par les variations de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

Les opérations de négociation de la Banque comprennent l'achat d'actifs liés à des prêts dans des portefeuilles expressément autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'est élevée à 210 millions de dollars et à 164 millions de dollars respectivement au 30 avril 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été inscrite dans le revenu de négociation au cours du trimestre correspondait à un gain de 4 millions de dollars (5 millions de dollars au 31 janvier 2007).

La Banque a désigné certains passifs au titre de billets de dépôt assortis d'options de prorogation comme étant détenus à des fins de transaction afin d'atténuer de manière importante la non-concordance comptable entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au titre de billets de dépôt, y compris l'option de prorogation, est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus, en fonction des taux courants offerts sur le marché pour des instruments similaires. La juste valeur de ces passifs s'est établie à 807 millions de dollars et à 785 millions de dollars respectivement au 30 avril 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été comptabilisée dans le revenu d'intérêts net tiré de ces passifs au titre de billets de dépôt pour le trimestre correspondait à une perte de 1 million de dollars (gain de 2 millions de dollars au 31 janvier 2007), dont la quasi-totalité est attribuable aux variations des taux d'intérêt du marché. Aucune variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit n'a été enregistrée.

#### *ii) Couvertures*

Les critères précisant à quel moment un instrument dérivé peut être comptabilisé à titre de couverture n'ont pas changé de manière importante. Il existe trois types de couvertures : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net. Auparavant, les dérivés qui répondaient aux critères de la comptabilité de couverture étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs liés à des dépôts et les débentures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où il est efficace, jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs liés à des dépôts en taux fixe. Le cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des couvertures de flux de trésorerie correspondait à un gain de 19 millions de dollars (après impôts) au 30 avril 2007. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des douze prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en place ne devrait pas être important. Au 30 avril 2007, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à sept ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture, dans la mesure où il est efficace, est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et inscrite dans le revenu d'intérêts net de la période courante, dans l'état consolidé des résultats. Auparavant, l'inefficacité d'une couverture était généralement constatée dans l'état consolidé des résultats sur la durée de vie de la relation de couverture. La Banque a inscrit une perte de 6 millions de dollars au cours du trimestre (gain de 12 millions de dollars au 31 janvier 2007), dont une tranche de 5 millions de dollars (gain de 9 millions de dollars au 31 janvier 2007) a trait aux couvertures de flux de trésorerie en raison de la tranche inefficace des couvertures désignées. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout rajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée restante de la couverture d'origine ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a entraîné aucun changement important aux politiques de gestion du risque de la Banque, ni à ses activités de couverture.

## iii) Résultat étendu

Un nouvel état, soit l'état du résultat étendu, fait maintenant partie des états financiers consolidés de la Banque. Il présente le bénéfice net de la période ainsi que les autres éléments du résultat étendu.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est présenté comme une composante distincte des capitaux propres. L'état consolidé du résultat étendu reflète les variations du cumul des autres éléments du résultat étendu, notamment les variations des gains et des pertes non réalisés sur les actifs désignés comme disponibles à la vente ainsi que les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, dans la mesure où ils sont efficaces. Les montants non réalisés liés à la conversion des devises découlant des établissements étrangers autonomes et l'incidence de toute couverture connexe, autrefois comptabilisés séparément dans l'état consolidé de la variation des capitaux propres, font maintenant partie du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2007 et pour la période terminée à cette date et des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et le semestre terminés à cette date se présentent comme suit :

## Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Aux dates indiquées et pour les semestres terminés à ces dates						
	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
	31 octobre 2006	1 <sup>er</sup> novembre 2006		30 avril 2007	31 octobre 2005		30 avril 2006
Pertes de change non réalisées, déduction faite des activités de couverture	(2 321)\$	– \$	(66)\$	(2 387)\$ <sup>1)</sup>	(1 961)\$	(497)\$	(2 458)\$ <sup>1)</sup>
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	–	706	65	771 <sup>2)</sup>	–	–	–
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	–	(23)	42	19 <sup>3)</sup>	–	–	–
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 321)\$	683 \$	41 \$	(1 597)\$	(1 961)\$	(497)\$	(2 458)\$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 427 \$. Le solde, au 30 avril 2007, comprend les pertes non réalisées (après impôts) de 147 \$ sur les titres disponibles à la vente.

3) Déduction faite d'une charge d'impôts de 8 \$.

## Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit fait état des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007 <sup>6)</sup>	30 avril 2006
<b>Variation nette des pertes de change non réalisées</b>				
Pertes de change non réalisées <sup>1)</sup>	(1 009)\$	(331)\$	(117)\$	(775)\$
Gains sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes <sup>1)</sup>	421	74	51	278
	(588)	(257)	(66)	(497)
<b>Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente</b>				
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente <sup>2)</sup>	70	–	141	–
Reclassement des gains nets réalisés au bénéfice net <sup>3)</sup>	(53)	–	(76)	–
	17	–	65	–
<b>Variation nette des gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie</b>				
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie <sup>4)</sup>	(113)	–	134	–
Reclassement des gains et pertes au bénéfice net <sup>5)</sup>	133	–	(92)	–
	20	–	42	–
Autres éléments du résultat étendu	(551)\$	(257)\$	41 \$	(497)\$

1) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007, déduction faite d'une charge d'impôts de néant (néant au 30 avril 2006).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 36 \$ et de 82 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 23 \$ et de 37 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

4) Déduction faite d'une économie d'impôts de 58 \$ et d'une charge d'impôts de 67 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

5) Déduction faite d'une charge d'impôts de 67 \$ et d'une économie d'impôts de 46 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

6) Les sommes du trimestre précédent prises en compte dans ces montants ont été reclassées pour correspondre à la présentation de la période en cours.



**Modifications apportées au cours de l'exercice précédent**

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, la Banque a adopté de manière anticipée les dispositions d'un abrégé de l'ICCA traitant de la comptabilisation de la rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits. Cet abrégé exige i) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés admissibles à la retraite à la date d'attribution soient entièrement constatés à la date d'attribution et ii) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés qui auront droit de prendre leur retraite au cours de la période d'acquisition des droits soient constatés au cours de la période se situant entre la date d'attribution et la date d'admissibilité à la retraite. Auparavant, ces coûts étaient constatés par la Banque sur la période d'acquisition des droits.

La Banque n'a pas retraité le bénéfice net de l'un ou l'autre des trimestres antérieurs à la suite de l'adoption de cette modification de convention comptable puisque celle-ci n'avait aucune incidence importante sur les résultats des trimestres ou des exercices antérieurs. Elle a inscrit un rajustement de 25 millions de dollars (déduction faite d'une économie d'impôts de 13 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2006 pour tenir compte de l'effet cumulatif de cette modification de convention comptable sur les exercices antérieurs.

**2. Cession de prêts par titrisation**

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 20 %, à une marge excédentaire de 1,0 % et à un taux d'actualisation de 4,1 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(en millions de dollars)</i>					
Produit net en espèces <sup>1)</sup>	595 \$	848 \$	698 \$	1 443 \$	1 132 \$
Droits conservés	17	32	22	49	33
Passif de gestion conservé	(4)	(7)	(6)	(11)	(8)
	608	873	714	1 481	1 157
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	605	861	712	1 466	1 149
Gain net sur la cession	3 \$	12 \$	2 \$	15 \$	8 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque de 182 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (526 \$ au 31 janvier 2007 et 246 \$ au 30 avril 2006) et de 708 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007 (514 \$ au 30 avril 2006). Au 30 avril 2007, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 2 562 \$, et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

**3. Provision pour pertes sur créances**

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances.

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(en millions de dollars)</i>					
Solde au début de la période	2 631 \$	2 618 \$	2 445 \$	2 618 \$	2 475 \$
Radiations	(136)	(168)	(120)	(304)	(251)
Recouvrements	64	34	56	98	95
Dotation à la provision pour pertes sur créances	20 <sup>4)</sup>	63	35	83	110
Autres, y compris le redressement de change	(63)	84	301	21	288
Solde à la fin de la période <sup>1) 2) 3)</sup>	2 516 \$	2 631 \$	2 717 \$	2 516 \$	2 717 \$

1) Au 30 avril 2007, comprend un montant de 43 \$ au titre des provisions générales et spécifiques liées aux acquisitions de nouvelles filiales (26 \$ au 31 janvier 2007, 342 \$ au 30 avril 2006), lequel pourrait changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 30 avril 2007, un montant de 11 \$ a été inscrit dans les autres passifs (11 \$ au 31 janvier 2007; 11 \$ au 30 avril 2006).

3) Au 30 avril 2007, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 298 \$ (1 323 \$ au 31 janvier 2007, 1 330 \$ au 30 avril 2006).

4) Déduction faite d'une réduction de 25 \$ de la provision générale.

**4. Entités à détenteurs de droits variables**

Le 30 avril 2007, l'un des programmes canalisateurs de fonds multicédants gérés par la Banque a émis un billet de second rang à un tiers non apparenté qui assumera la majeure partie des pertes prévues. Il a été établi que la Banque n'en était plus le bénéficiaire principal et, de ce fait, l'entité à détenteurs de droits variables (« EDDV ») n'est plus prise en compte dans le bilan consolidé de la Banque au 30 avril 2007. Cette déconsolidation a entraîné une diminution de 7 milliards de dollars tant des titres disponibles à la vente que des autres passifs, ainsi qu'une hausse de 8 milliards de dollars des engagements de crédit indirects.

## 5. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités en vue de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2006. L'offre se terminera le 11 janvier 2008 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2007, la Banque a racheté 4,4 millions d'actions ordinaires au coût moyen de 53,52 \$ l'action.

La Banque a émis des actions privilégiées de série 15 à dividende non cumulatif d'une valeur de 345 millions de dollars, soit 13,8 millions d'actions, au cours du deuxième trimestre de 2007. Une première tranche de 12 millions d'actions a été émise le 5 avril 2007, alors que l'émission de la seconde tranche de 1,8 million d'actions a été réalisée le 17 avril 2007. Les actions privilégiées de série 15 donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action. Le dividende initial, payable le 27 juillet 2007, se chiffrera à 0,34829 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à

compter du 27 juillet 2012 moyennant un paiement de 25,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 27 juillet 2016. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

La Banque a émis des actions privilégiées de série 14 à dividende non cumulatif d'une valeur de 345 millions de dollars, soit 13,8 millions d'actions au cours du premier trimestre de 2007. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action. Le dividende initial, versé le 26 avril 2007, s'est chiffré à 0,28356 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2012 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 27 avril 2016. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

## 6. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
<i>(en millions de dollars)</i>					
<b>Charges au titre des prestations</b>					
Régimes de retraite	7 \$	9 \$	22 \$	16 \$	46 \$
Autres régimes	30	30	32	60	63
	<b>37 \$</b>	39 \$	54 \$	<b>76 \$</b>	109 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

## 7. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grands secteurs d'exploitation, à savoir :

Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 12 à 16.

## 8. Acquisitions

Au cours du deuxième trimestre de 2007, la Banque a conclu un accord en vue de l'acquisition de 24,99 % de Thanachart Bank en contrepartie d'environ 240 millions de dollars. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, l'opération devrait être réalisée au troisième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre de 2006, la Banque a conclu l'acquisition de Corporacion Interfin, société mère de Banco Interfin au Costa Rica, pour la somme de 325 millions de

dollars. Le total des actifs au moment de l'acquisition se chiffrait à environ 1,6 milliard de dollars, la majeure partie des actifs étant des prêts. Au premier trimestre, le total estimatif de l'écart d'acquisition de 247 millions de dollars et les autres actifs incorporels de 35 millions de dollars ont été inscrits au bilan consolidé. Ces montants pourraient être rajustés puisque la Banque n'a pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## 9. Événement postérieur à la date du bilan

Après la clôture du trimestre, la Banque a annoncé son intention de racheter le 16 juillet 2007, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et non versés à cette date, la

totalité de ses débetures à 6,25 % échéant en juillet 2012, d'une valeur de 500 millions de dollars.

**Service de dépôt direct**

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

**Régime de dividendes et d'achat d'actions**

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débiteures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

**Dates de paiement des dividendes pour 2007**

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
3 avril	26 avril
3 juillet	27 juillet
2 octobre	29 octobre

**RENSEIGNEMENTS****Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-5982  
Télécopieur : 416-866-7867  
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

**Médias**

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925  
Télécopieur : 416-866-4988  
Courriel : corpaff@scotiabank.com

**Actionnaires**

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-877-982-8767  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
Courriel : service@computershare.com

**Envoi de documents en plusieurs exemplaires**

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

**Site Web**

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web, à l'adresse [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

**Conférence téléphonique et diffusion sur le Web**

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 29 mai 2007 à compter de 14 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7571 (numéro sans frais) de 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com).

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 29 mai au 12 juin 2007, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21228443, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

**Actionnaires (suite)**

Coagent de transfert (États-Unis)  
Computershare Trust Company N.A.  
350 Indiana Street  
Golden, Colorado 80401 U.S.A.  
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-4790  
Télécopieur : 416-866-4048  
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

**Quarterly Reports available in English**

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

